



Procès-verbal : ()

Copie de résolution : (X)

À une session : régulière (X), spéciale (), ajournée ()
tenue à Saint-Alphonse-de-Granby, le 14 mai 2019 et à laquelle sont
présents :

MONSIEUR MARCEL GAUDREAU, maire, et les conseillères et conseillers
suivants (es) : **MESDAMES SUZANNE CHOINIÈRE, NATHALIE GAUVIN
ET MESSIEURS FRANÇOIS VADNAIS, HAPPY KEUNDJEU, BERTRAND
DUBÉ ET ALEXANDRE PICARD** formant quorum sous la présidence du
maire. **MONSIEUR RÉAL PITT**, directeur général et secrétaire-trésorier, est
aussi présent et agit à titre de secrétaire.

* **N.B.** : Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal par le conseil

2019-05-104

**AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS (AMP) / PROCÉDURES PORTANT SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES
PLAINTES FORMULÉES DANS LE CADRE DE L'ADJUDICATION D'UN CONTRAT SUITE À UNE DEMANDE DE
SOUMISSIONS PUBLIQUE OU L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT**

ATTENDU QU'en vertu de l'article 938.1.2.1 du *Code municipal du Québec* (RLRQ, c.C-27.1) (ci après : le « CM »), une municipalité doit se doter d'une procédure
portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication d'un contrat à la suite d'une demande de soumissions publique ou de
l'attribution d'un contrat;

ATTENDU QUE la municipalité doit examiner et traiter de façon équitable les plaintes qui lui sont formulées par les personnes intéressées;

ATTENDU QUE rien dans la présente procédure ne doit modifier ou limiter les obligations prévues au CM quant aux modalités de traitement des plaintes;

SUR PROPOSITION de Bertrand Dubé

DUMENT APPUYÉE par Suzanne Choinière

IL EST RÉSOLU et ADOPTÉ à l'unanimité des conseillers présents:

QUE la présente procédure soit adoptée :

1. Preamble

Le préambule de la présente procédure en fait partie intégrante.

2. Objets

La présente procédure a pour objets :

a. d'assurer un traitement équitable des plaintes formulées à la municipalité dans le cadre de l'adjudication d'un contrat à la suite d'une demande de soumissions
publique;

b. d'assurer un traitement équitable des manifestations d'intérêt formulées à la
municipalité dans le cadre d'un contrat qui, n'eût été de l'article 938 CM aurait été assujéti à l'article 935 CM, avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les
biens ou les services en vertu du paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 938 CM;

c. d'identifier la personne à qui ces plaintes ou manifestations d'intérêt devront être transmises, incluant son adresse électronique.

3. Interprétation

La présente procédure ne doit pas être interprétée comme permettant de déroger aux dispositions impératives des lois qui régissent les contrats des municipalités, incluant
les dispositions prévues à ces lois quant au droit de formuler une plainte, les modalités de recevabilité de cette plainte, les délais applicables, etc.

4. Fonctionnaire responsable

Le directeur général et secrétaire-trésorier de la municipalité est désigné responsable de la présente procédure. À cette fin, il est désigné comme étant la personne à qui doit
être adressée toute plainte relative à un processus de demande de soumissions publique, de même que toute manifestation d'intérêt à la suite de la publication d'un avis
d'intention, conformément à l'article 938.0.0.1 CM. En cas d'absence ou d'impossibilité d'agir du directeur général et secrétaire-trésorier, le directeur général et
secrétaire-trésorier adjoint assume cette responsabilité. Toute plainte ou manifestation d'intérêt doit être transmise à l'adresse courriel de la municipalité ou à toute autre
adresse désignée par le fonctionnaire responsable et qui devra être indiquée dans la demande de soumissions publique ou l'avis d'intention de conclure un contrat de gré à
gré.

5. Obligations du fonctionnaire responsable

Le fonctionnaire responsable doit agir en toute impartialité et avec diligence dans l'application des dispositions du CM relatives à la réception, l'examen, le traitement et le
suivi des plaintes ou des manifestations d'intérêt. Relativement à ces fonctions, le fonctionnaire responsable doit notamment :

a. Recevoir les plaintes ou manifestations d'intérêt;

b. Vérifier leur recevabilité en fonction des dispositions du CM et de la présente procédure;

c. S'assurer que les inscriptions soient faites sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) conformément au CM;

d. Assurer le traitement et le suivi des plaintes et manifestations d'intérêt, conformément au CM, en faisant appel à toute personne, firme ou tout spécialiste mandaté par la
municipalité lorsque cela est approprié ou d'intérêt;

e. Formuler et transmettre au plaignant ou à la personne ayant manifesté son intérêt, la décision de la municipalité;

f. Informer le plaignant ou la personne ayant manifesté son intérêt de son droit de formuler une plainte en vertu de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics* (RLRQ, c. A-
33.2.1), lorsqu'applicable, dans les délais prévus au CM.

6. Motifs au soutien d'une plainte dans le cadre l'adjudication d'un contrat à la suite d'une demande de soumissions publique

Une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer au processus d'adjudication ou son représentant peut porter plainte relativement au processus
de demande de soumissions publique lorsqu'elle est d'avis que la demande de soumissions prévoit des conditions qui :

• N'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents;

• Ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés

pour répondre aux besoins exprimés, ou

• Ne sont pas autrement conformes au cadre normatif de la municipalité.

7. Motif au soutien d'une manifestation d'intention dans le cadre de l'attribution d'un contrat de gré à gré avec un « fournisseur unique »

Une personne peut manifester son intérêt dans un contrat devant être conclu de gré à gré avec un « fournisseur unique » si elle est en mesure de démontrer qu'elle peut
réaliser ce contrat eu égard aux besoins de la municipalité et aux obligations du contrat énoncés dans l'avis d'intention.

8. Entrée en vigueur

Cette procédure entre en vigueur dès son adoption par le conseil de la municipalité.

* **N.B.** : Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal par le conseil

Copie certifiée conforme à l'Original :

Extrait du procès-verbal du 14 mai 2019

Réal Pitt, d.g. et sec.-très.

Date : 15 mai 2019